

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1919.

Projet de loi

complétant la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919 pour la levée spéciale de 1919
et apportant des modifications aux lois de milice coordonnées ⁽¹⁾.

RAPPORT

PR ÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. du BUS de WARNAFFE

MESSIEURS,

Dès la reprise de ses travaux, la Chambre, conformément à l'article 119 de la Constitution, a voté la loi fixant le contingent de l'armée, pour 1919, à 350,000 hommes sur pied de guerre et à 100,000 hommes, *au maximum*, sur pied de paix.

Elle s'est ensuite occupée du recrutement de la levée spéciale de 1919 (loi du 1^{er} mars 1919).

Cette loi appelle au service les classes de 1914 à 1919.

Au moment où elle a été votée, l'état de guerre subsistait. Il fallait donc envisager l'éventualité de l'appel de toutes ces classes sur un seul exercice.

Mais par suite de la signature de la paix la situation s'est modifiée. L'armée doit être portée sur pied de paix.

Il en résulte qu'il n'est plus possible d'appeler simultanément toutes les classes arriérées, cet appel devant avoir pour résultat de porter le contingent bien au delà de la limite légale du contingent de paix.

Force a donc été au Gouvernement de chercher à parer à cette difficulté.

On eût pu le faire en étendant les exemptions. Le Gouvernement ne l'a pas voulu, et cela se conçoit. Ce n'est pas après les leçons de la guerre et les mesures de prudence qu'elle impose pour l'avenir que l'on peut songer à affaiblir notre armée.

De plus, il eût été véritablement odieux d'exonérer du service militaire

(1) Projet de loi n° 244.

Amendements, n° 399.

(2) La Section Centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Borginon, Pirmez, du Bus de Warnaffe, Huyshauwer, Delporte et Souplit.

ceux auxquels les circonstances n'avaient pas permis de remplir leurs obligations en temps normal, alors que des soldats des mêmes classes avaient généreusement donné ou exposé leur vie pour le salut de la Patrie.

On eût pu aussi réduire le temps de service de façon à préparer en un seul exercice toutes les recrues appelées pour la levée de 1919. C'est là une question d'ordre technique trop grave pour qu'on puisse faire grief au Gouvernement de ne pas l'avoir envisagée à l'heure actuelle.

Force a été de recourir à un expédient qui consiste à répartir sur plusieurs années l'appel sous les armes du contingent spécial, constitué des classes de 1914 à 1919.

Certes, il en résulte pour les intéressés un réel préjudice.

Mais, d'autre part, quand on songe aux périls auxquels ont été exposées nos troupes de campagne pendant la durée de la guerre, on trouvera tout naturel que ceux qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu répondre aux appels de la Patrie se trouvent, eux aussi, exposés à quelque sacrifice. Ils ont échappé aux dangers et aux fatigues des combats, et leur devoir patriotique est de remplir généreusement leurs obligations actuelles.

Mais il se conçoit cependant que l'on cherche à atténuer cette situation. Il est d'intérêt général qu'on la rende la moins onéreuse possible, tout en conciliant les atténuations avec les intérêts supérieurs du pays.

Telles sont les considérations qui ont dicté les mesures proposées par le Gouvernement pour compléter la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919.

Nous allons les examiner successivement.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, chapitre VII, n° XVII, alinéa 3 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Si la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date, et au plus tard, jusqu'à la fin de 1923. »

La disposition abrogée portait que les hommes désignés pour le service étaient renvoyés dans leurs foyers jusqu'à la date de l'entrée de leur classe au service actif, à moins qu'ils ne désirent faire immédiatement leur terme de milice.

Cette anticipation ne présentait aucun inconvénient du moment où l'armée était sur pied de guerre, mais l'effectif étant réduit au contingent de paix, elle risquerait, aujourd'hui, de compromettre l'application de la mesure consistant dans l'appel successif des classes. Il est à présumer, en effet, que la plupart des hommes désignés demanderaient à faire leur service immédiatement et le chiffre du contingent serait ainsi dépassé.

ART. 2.

« Les jeunes gens qui, appelés par leur âge, à la formation de la levée spéciale de 1919, et d'une levée suivante, font déjà partie de l'armée belge ou de l'une

» des armées alliées, au sens de l'article 2, n° XIII de la loi du 1^{er} mars 1919,
 » sont soumis aux obligations déterminées à l'article 2, littera A, des lois de milice
 » coordonnées.

» Pour ces militaires, la durée du terme de milice prend cours :

» a) Pour les volontaires pour la durée de la guerre, à partir du 15 septembre qui
 « suit la date où ils ont dix-huit ans accomplis ou qui suit la date de leur engage-
 » ment, s'ils se sont engagés après dix-huit ans.

» b) Pour les miliciens des contingents de guerre, à partir du 15 septembre de
 » l'année de leur incorporation.

« Les militaires de ces catégories, qui ont accompli au moins un an de service
 » actif, à la date du jour fixé pour la remise de l'armée sur pied de paix, sont
 » envoyés en congé illimité et considérés comme ayant satisfait aux obligations de
 » service actif (rappels compris), déterminées par l'article 63, littera B, des lois de
 » milice coordonnées. »

Les arrêtés-lois ne créaient d'obligation de service que pour la durée de la guerre. Sur ce point ils dérogeaient à nos lois de milice qui fixent la durée normale des obligations de milice à 8 années dans l'armée active et à 5 années dans la réserve.

L'article proposé a pour objet de remettre en vigueur sur ce point la loi du 31 août 1913 pour les miliciens qui ont accompli ou accomplissent leur service sous l'empire des arrêtés-lois et qui sont nés postérieurement à 1893. Ils sont donc soumis désormais à la règle générale.

Cette disposition s'applique même aux volontaires de guerre, mais à la condition qu'ils eussent été atteints par l'application de la loi du 1^{er} mars 1910.

ART. 3.

« Par dérogation aux dispositions de l'article 2, littera B, n° 2, des lois de
 » milice coordonnées, la durée du terme de milice des hommes formant la levée
 « spéciale de 1919 prend cours à partir du 15 septembre 1919, quelles que soient
 » la classe dont ils eussent dû faire partie normalement, ainsi que la date de leur
 » incorporation. »

Nous avons exposé pour quels motifs le Gouvernement se trouve dans l'obligation de retarder l'appel des dernières classes.

Mais afin de rendre cette nécessité la moins onéreuse possible le projet considère que pour la durée du terme de milice, tous les hommes de la levée de 1919 seront censés avoir pris service effectif à la date du 15 septembre 1919.

A en décider autrement on maintiendrait dans l'armée active et dans l'armée de réserve des hommes d'un âge plus avancé que celui prévu par notre loi organique.

ART. 4.

L'article 63, littera G, des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« c) Le terme de service actif pour les volontaires est de :
 » trois ans, s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans ;

- » quatre ans, s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans ;
- » cinq ans, s'ils sont âgés de moins de dix-sept ans ;
- » un, deux ou trois ans, pour les miliciens ou les volontaires qui, après
- » l'accomplissement de leur terme de service actif normal, ou de leur terme
- » de milice, demandent à demeurer ou à rentrer sous les armes. Ils sont, dès
- » lors, considérés comme rengagés.
- » La durée du terme de service actif normal prend cours : .
- » 1^o) pour les volontaires à partir du jour de leur engagement ;
- » 2^o) pour les miliciens et les volontaires de milice, à partir de la date de
- » leur entrée effective sous les armes, sans que cette date puisse être antérieure
- » à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appar-
- » tiennent. »

A la suite d'un amendement du Gouvernement le deuxième alinéa du littéra C s'est trouvé modifié comme suit :

Trois ans, s'ils sont âgés de dix-huit ans et plus.		Drie jaar, indien zij achttien jaar of meer dan achttien jaar oud zijn.
---	--	---

Le Gouvernement propose donc cette disposition, d'en revenir, en ce qui concerne la durée du service actif du volontaire de carrière, aux dispositions de la loi de 1902.

La loi de 1913 qui laissait aux volontaires la faculté de s'engager à servir activement 3 ou 5 ans — ou de 3 ou 7 ans, suivant son âge, consacrait une anomalie. En effet, elle créait une situation défavorable, pour l'admission au rengagement et l'accession aux avantages spéciaux y attachés, à celui qui avait fait choix du service le plus long.

* * *

Le Gouvernement a fait parvenir à la Section centrale une disposition nouvelle conçue comme suit :

Ajouter à l'article 4, l'alinéa suivant :

En cas de désignation pour le service, et si cette décision ne comporte plus de recours, le Ministre de la Guerre peut dispenser le milicien de l'entière ou d'une partie de ses obligations de service, suivant le cas, si, après enquête, il est établi que l'intéressé avait droit à une réduction ou à une exemption.

Aan het slot, het volgende lid toe te voegen :

Bij aanwijzing tot den dienst en ingeval deze aanwijzing onherroepelijk is geworden, kan de Minister van Oorlog den militeplichtige, naar het geval, geheel of gedeeltelijk ontslaan van zijne dienstverplichtingen, indien uit een onderzoek blijkt dat de belanghebbende op eene vermindering of op eene vrijstelling recht had.

Cette proposition tend à assurer la réparation de nombreuses erreurs qui

ont été commises par les commissions de recrutement et qui ont donné lieu à des plaintes justifiées et jusqu'ici irréparables.

L'idée est heureuse. Elle permettra le redressement de véritables abus.

Mais si la Section centrale en a accepté le principe, elle a considéré qu'il serait préférable de charger de cette mission les juridictions régulières actuellement établies.

Pour ce motif, elle propose de substituer à la disposition du projet le texte ci-après :

Par dérogation aux dispositions de l'article 36, lit. C des lois de milice coordonnées, il est accordé au milicien de la levée spéciale de 1919, forcé du droit d'appel contre la décision rendue en première instance, un nouveau délai de 30 jours, à partir de la promulgation de la présente loi, pour prendre recours devant la Commission Provinciale.

Le même délai est accordé pour se pourvoir, contre sa désignation pour le service, au milicien dont le recours a été rejeté par la Commission Provinciale d'Appel, soit pour tardivité, soit pour vice de forme.

In afwijking van het bepaalde in artikel 36, litt. C, der samengeordende militiewetten wordt aan den militieplichtige der bijzondere lichte van 1919, die niet meer het recht heeft beroep aan te tekenen tegen de beslissing gegeven in eersten aanleg, een nieuwe termijn toegestaan van 30 dagen, vanaf de afkondiging dezer wet, om in beroep te komen bij de Provinciale Commissie.

Een gelijke termijn wordt toegestaan, om in beroep te komen van zijne aanwijzing tot den dienst, aan den militieplichtige, wiens beroep door de Provinciale Commissie van Beroep werd afgewezen hetzij wegens te late indiening, hetzij wegens vormgebrek.

Le Gouvernement a, par voie d'amendements introduit les deux dispositions nouvelles ci-dessous :

ART. 5 (nouveau).

Le littéra D de l'article 77 des lois de milice coordonnées est complété comme suit :

« En période de mobilisation, il est permis d'admettre des engagements pour le temps que l'armée restera sur pied de guerre.

Ces engagements ne dispensent pas les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. »

Pas d'observations.

ART. 5 (nieuw).

Littéra D van artikel 77 der samengeordende militiewetten wordt aangevuld zooals volgt :

« In tijd van mobilisatie mag men dienstverbintenissen aanvaarden voor den tijd dat het leger op oorlogsvoet zal blijven.

Deze dienstverbintenissen ontslaan de belanghebbenden niet van de verplichtingen welke hun, bij voorkomend geval, in zake militie mochten opgelegd zijn. »

ART. 6 (nouveau).

Pour autant que les nécessités du service n'y mettent pas obstacle, et si la conduite des intéressés a été exemplaire, la durée du service actif (rapels compris) sera réduite à six mois, par l'octroi de congés sans solde, pour les miliciens mariés du contingent spécial de 1919 dont l'union était accomplie au 15 juillet 1919 et qui ont charge d'enfant.

ART. 6 (nieuw).

Voor zoover de dienstvereischen het niet verhinderen, en indien het gedrag der belanghebbenden voorbeeldig is geweest, zal de duur van den werkelijken dienst (wederoproeping en begrepen), door verleening van verloven zonder soldij, tot zes maanden beperkt worden voor de gehuwde militieplichtigen van het bijzonder contingent van 1919, wier huwelijk op 15 Juli 1919 voltrokken was en die een kind te hunnen laste hebben.

Cette disposition répond à une nécessité réelle et sera accueillie avec faveur.

La Section centrale émet le vœu que la durée du service des mariés soit réduite à quatre mois et que l'on supprime la condition de la survenance d'enfant.

*
* *

La Section centrale se permet d'émettre, en terminant, le vœu suivant :

Par suite des modifications successives apportées aux lois de milice, de l'intercalation de dispositions nouvelles, de l'abrogation de dispositions anciennes, le texte législatif sur la matière est devenu inintelligible et la coordination en est désormais quasi impossible.

Les textes épars sont incompréhensibles pour tous autres que les initiés, et c'est l'une des causes des erreurs nombreuses commises par les juridictions de milice.

Il est nécessaire qu'à la plus prochaine occasion un texte complet nouveau soit soumis à la Chambre de façon à parer aux difficultés actuelles, dont les inconvénients sont graves.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp

tot aanvulling der wervingswet van 1 Maart 1919 voor de bijzondere lichting van 1919 en tot wijziging der samengeordende militiewetten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER du BUS de WARNAFFE.

MIJNE HERREN,

Overeenkomstig artikel 119 der Grondwet heeft de Kamer, wanneer zij hare werkzaamheden hernam, dadelijk de wet aangenomen, waarbij het legercontingent voor 1919 werd vastgesteld op 350,000 man voor den tijd van den oorlog en op *ten hoogste* 100,000 man voor vreedstijd.

Daarna hield zij zich bezig met de werving der bijzondere lichting van 1919 (wet van 1 Maart 1919).

Door deze wet worden de klassen van 1914 tot 1919 onder de wapens geroepen.

Wanneer zij werd aangenomen, bestond de staat van oorlog nog. Men moest dus voorzien dat al deze klassen gedurende een enkel dienstjaar zouden kunnen opgeroepen worden.

De toestand is echter veranderd ten gevolge van het teekenen van den vrede. Het leger dient op vredesvoet te worden gesteld.

Het is dus niet meer mogelijk, al de vroegere klassen tegelijkertijd op te roepen, aangezien dit ten gevolge zou hebben dat de legersterkte de wettelijke grens van het vredescontingent aanzienlijk zou overschrijden.

De Regeering was dus verplicht deze moeilijkheid op te lossen.

(1) Wetsontwerp, n° 241.

Amendementen, n° 399.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Borginon, Pirmez, du Bus de Warnaffe, Huyshauwer, Delporte en Souplit.

Dit kon geschieden door de vrijstellingen uit te breiden. De Regeering wenschte dit niet en met reden. Na de ervaringen, ten gevolge van den oorlog opgedaan, en ten aanzien van de voorzichtigheidsmaatregelen welke zij voor de toekomst opleggen, kan men er niet aan denken ons leger te verzwakken.

Bovendien ware het volstrekt ergerlijk geweest, van den militairen dienst diegenen te ontslaan, die wegens de omstandigheden niet in staat waren hunne verplichtingen in gewonen tijd te vervullen, wanneer soldaten derzelfde klassen edelmoedig hun leven voor het heil van het Vaderland hebben gegeven of veil gehad.

Men kon ook den dienstdtijd verkorten, derwijze dat men gedurende een enkel dienstjaar al de militieplichtigen, voor de lichting van 1919 opgeroepen, zou hebben gedruild. Dit is eene zaak van technischen aard, veel te gewichtig om het de Regeering ten kwade te duiden, ze thans niet te hebben onder de oogen gezien.

Men was alzoo verplicht zijn toevlucht te nemen tot een uitweg : het oproepen, onder de wapens, van het bijzonder contingent, dat de klassen van 1914 tot 1919 uitmaakt, zou over verscheidene jaren worden verdeeld.

Het is waar, daaruit vloeit voor de belanghebbenden een wezenlijk nadeel voort.

Doch, anderzijds, wanneer men denkt aan de gevaren waaraan onze troepen te velde gedurende den oorlog blootstonden, zal men het gansch natuurlijk achten dat zij, die aan de oproepingen van het Vaderland niet konden noch wilden gevolg geven, op hunne beurt aan eenige opoffering worden blootgesteld. Zij zijn ontsnapt aan de gevaren en de vermoeienissen der gevechten, en hun vaderlandsche plicht gebiedt hun, hunne huidige verplichtingen edelmoedig te vervullen.

Men begrijpt echter dat men dezen toestand wenscht te verzachten. Het algemeen belang vereischt dat men hem zoo mild mogelijk make en dat men tevens de verzachtingen en de hooge belangen van het Land doe samengaan.

Dat zijn de beschouwingen waartoe aanleiding werd gegeven door de maatregelen, welke de Regeering tot aanvulling der wervingswet van 1 Maart 1919 voorstelt.

Wij wenschen ze achtereenvolgens na te gaan.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, hoofdstuk VII, n^o XVII, 3^e lid, wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

*« Is de datum, door de Regeering bepaald, waarop hunne klasse in werke-
» lijken dienst treedt, nog niet aangebroken, dan worden zij tot dien datum,
» en uiterlijk tot einde 1923, huiswaarts gezonden. »*

Krachtens de ingetrokken bepaling werden de manschappen, voor den dienst aangewezen, terug naar huis gezonden tot den dag van het in werke-

lijken dienst treden hunner klasse, *tenzij zij verlangden hunnen dienstitijd dadelijk te vervullen.*

Dit vervroegd in dienst treden leverde geen bezwaar op, indien het leger op oorlogsvoet was, doch, wanneer de getalsterkte verminderd is op het vredescontingent, zou dit thans de toepassing van den maatregel, bestaande in het achtereenvolgens oproepen der klassen, kunnen doen mislukken. Er wordt inderdaad voorzien dat meest al de aangewezen manschappen zullen vragen hunnen dienst dadelijk te doen; zóó zou het cijfer van het contingent overschreden worden.

ART. 2.

« De jongelingen die, geroepen uit hoofde van hunnen ouderdom om van de » bijzondere lichting deel uit te maken, reeds tot het Belgisch leger of tot een » der verbonden legers toeheoren, in den zin van artikel 2, n° XIII, der wet » van 1 Maart 1919, zijn onderworpen aan de verplichtingen vastgesteld bij » artikel 2, littera A, der samengeordende militiewetten.

» Voor deze militairen neemt de duur van den militietermijn aanvang :

» a) Voor de vrijwilligers voor den duur van den oorlog, met ingang van » den 15^e September na den datum waarop zij den vollen ouderdom van » 18 jaar bereiken of die op den datum hunner dienstverbintenis volgt, indien » zij na achttien jaar hebben dienst genomen.

» b) Voor de miliciens der oorlogscontingenten, van den 15^e September af » van het jaar hunner inlijving.

» De militairen dezer categorieën die, op den datum van den vastgestellten » dag waarop het leger terug op vredesvoet gebracht wordt, ten minste één » jaar werkelijken dienst hebben volbracht, worden met onbepaald verlof » gezonden en beschouwd als te hebben voldaan aan de verplichtingen van » werkelijken dienst (met inbegrip der wederoproeping) bepaald bij » artikel 63, littera B, der samengeordende militiewetten. »

De besluit-wetten voerden de dienstverplichting in alleen voor den oorlogsduur. Hieromtrent weken zij af van onze militiewetten, welke den gewonen duur der militieverplichtingen bepalen op 8 jaar in het actieve leger en op 5 jaar in de reserve.

Het voorgestelde artikel heeft ten doel, hieromtrent de wet van 30 Augustus 1913 opnieuw van kracht te maken voor de militieplichtige, die gediend hebben of dienen onder het beheer van de besluit-wetten en na 1893 werden geboren. Voortaan zijn zij dus aan den algemeenen regel onderworpen.

Deze bepaling is zelfs van toepassing op de oorlogsvrijwilligers, doch mits de wet van 1 Maart 1910 op hen van toepassing was.

ART. 3.

« Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 2, littera B, n° 2, der » samengeordende militiewetten, gaat de duur van den militietermijn der

» mannen, die de bijzondere lichting van 1919 uitmaken, in den 15ⁿ September 1919, welke ook de klassen, waarvan zij in gewoon geval zouden moeten deel hebben uitgemaakt, evenals de datum hunner inlijving wezen ».

Wij hebben aangetoond om welke redenen de Regeering thans verplicht is de oproeping der jongste klassen te vertragen.

Doch, om deze noodzakelijkheid zoo min bezwarend mogelijk te maken, neemt het ontwerp in aanmerking dat, voor den duur van den militietermijn, al de manschappen der lichting van 1919 geacht zullen worden in werkelijken dienst te zijn getreden op den datum van 15ⁿ September 1919.

Mocht men er anders over beslissen, dan zou men in het actieve leger en in het reserveleger manschappen behouden, die van een hooger leeftijd zijn dan door onze organieke wet wordt voorzien.

ART. 4.

Artikel 63, littera C, der samengeordende militiewetten wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

(c) de termijn werkelijken dienst voor de vrijwilligers bedraagt .

» drie jaar, indien zij ouder zijn dan achttien jaar ;

» vier jaar, indien zij geen achttien jaar oud zijn ;

» vijf jaar, indien zij geen zeventien jaar oud zijn ;

» één, twee of drie jaar, voor de miliciens of de vrijwilligers die, na hunnen gewonen termijn werkelijken dienst of hunnen militietermijn te hebben uitgedaan, onder de wapenen vragen te blijven of er terug onder te treden.

» Zij worden van dien stond af als opnieuwdienstnemenden beschouwd. »

» De duur van den gewonen werkelijken diensttermijn neemt aanvang :

» 1^o Voor de vrijwilligers, van den dag hunner dienstverbintenis ;

» 2^o Voor de miliciens en de militievrijwilligers, vanaf den datum waarop zij werkelijk onder de wapenen treden, zonder dat deze datum moge vallen vóór dezen bepaald tot de oproeping onder werkelijken dienst der klassen waartoe zij behooren. »

Ten gevolge van een Regeeringsamendement werd het tweede lid van littera C gewijzigd als volgt :

Trois ans, s'ils sont âgés de dix-		Drie jaar, indien zij achttien jaar
huit ans et plus.		of meer dan achttien jaar oud zijn.

De Regeering stelt dus voor, wat betreft den duur van den werkelijken dienst van den beroepsvrijwilliger, de bepalingen der wet van 1902 te hernemen.

De wet van 1913, welke de vrijwilligers vrij liet om zich te verbinden 3 of 5 jaar werkelijk te dienen — ofwel 5 of 7 jaar, volgens hun leeftijd, — huldigde eene onregelmatigheid. Daardoor werd hij, die den langsten dienstdtijd had verkozen, in een ongunstigen toestand gebracht, wat betreft de toelating tot de wederdienstneming en de verwerving der daaraan verbonden bijzondere voordeelen.

Door de Regeering werd aan de Middenafdeeling overgemaakt een nieuwe bepaling, luidende :

Ajouter à l'article 4 l'alinéa suivant :

En cas de désignation pour le service, et si cette décision ne comporte plus de recours, le Ministre de la Guerre peut dispenser le milicien de l'entière ou d'une partie de ses obligations de service, suivant le cas, si, après enquête, il est établi que l'intéressé avait droit à une réduction ou à une exemption.

Aan het slot, het volgende lid toe te voegen :

Bij aanwijzing tot den dienst en ingeval deze aanwijzing onherroepelijk is geworden, kan de Minister van Oorlog den militieplichtige, naar het geval, geheel of gedeeltelijk ontslaan van zijne dienstverplichtingen, indien uit een onderzoek blijkt dat de belanghebbende op eene vermindering of op eene vrijstelling recht had.

Dit voorstel heeft ten doel, talrijke missingen te herstellen, welke door de wervingcommissiën werden bedreven en tot gegronde, tot nog toe onherstelbare klachten aanleiding hadden gegeven.

't Is eene gelukkige gedachte. Zij zal de herstelling van echte misbruiken mogelijk maken.

Nam de Middenafdeeling het beginsel daarvan aan, dan toch was zij van oordeel dat het verkieslijk was, de thans bestaande regelmatige rechtsmachten met deze zending te belasten.

Daarom stelt zij u voor, de bepaling van het wetsontwerp te vervangen door den volgende tekst :

Par dérogation aux dispositions de l'article 36, litt. C des lois de milice coordonnées, il est accordé au milicien de la levée spéciale de 1919, forclos du droit d'appel contre la décision rendue en première instance, un nouveau délai de 30 jours, à partir de la promulgation de la présente loi, pour prendre recours devant la Commission Provinciale.

Le même délai est accordé pour se pourvoir, contre sa désignation pour le service, au milicien dont le recours a été rejeté par la Commission Provinciale d'Appel, soit pour tardivité, soit pour vice de forme.

In afwijking van het bepaalde in artikel 36, litt. C, der samengeorde milietewetten wordt aan den militieplichtige der bijzondere licting van 1919, die niet meer het recht heeft beroep aan te tekenen tegen de beslissing gegeven in eersten aanleg, een nieuwe termijn toegestaan van 30 dagen, vanaf de afkondiging dezer wet, om in beroep te komen bij de Provinciale Commissie.

Een gelijke termijn wordt toegestaan, om in beroep te komen van zijne aanwijzing tot den dienst, aan den militieplichtige, wiens beroep door de Provinciale Commissie van Beroep werd afgewezen hetzij wegens te late indiening, hetzij wegens vormgebrek.

Bij wijze van amendement stelt de Regeering voor, de volgende twee nieuwe bepalingen op te nemen :

ART. 5 (nouveau).

Le littera D de l'article 77 des lois de milice coordonnées est complété comme suit :

« En période de mobilisation, il est permis d'admettre des engagements pour le temps que l'armée restera sur pied de guerre.

» Ces engagements ne dispensent pas les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. »

ART. 5 (nieuw).

Littera D van artikel 77 der samengeordende militiewetten wordt aangevuld zooals volgt :

« In tijd van mobilisatie mag men dienstverbintenissen aanvaarden voor den tijd dat het leger op oorlogsvoet zal blijven.

» Deze dienstverbintenissen ontslaan de belanghebbenden niet van de verplichtingen welke hun, bij voorkomend geval, in zake militie mochten opgelegd zijn. »

Geene aanmerkingen.

* *

ART. 6 (nouveau).

Pour autant que les nécessités du service n'y mettent pas obstacle, et si la conduite des intéressés a été exemplaire, la durée du service actif (rappels compris) sera réduite à six mois, par l'octroi de congés sans solde, pour les miliciens mariés du contingent spécial de 1919 dont l'union était accomplie au 15 juillet 1919 et qui ont charge d'enfant.

ART. 6 (nieuw).

Voor zoover de dienstvereischen het niet verhinderen, en indien het gedrag der belanghebbenden voorbeeldig is geweest, zal de duur van den werkelijken dienst (wederoproeping en inbegrepen), door verleening van verloven zonder soldij, tot zes maanden beperkt worden voor de gehuwde militieplichtigen van het bijzonder contingent van 1919, wier huwelijk op 15 Juli 1919 voltrokken was en die een kind te hunnen laste hebben.

Deze bepaling beantwoordt aan een wezenlijke noodzakelijkheid en zal gunstig worden onthaald.

De Middenafdeeling uit den wensch, dat de dienstduur der gehuwden op vier maanden worde ingekort en dat men het vereischte der geboorte van een kind weglate.

* *

De Middenafdeeling drukt eindelijk den volgenden wensch uit :

Ten gevolge van de achtereenvolgende wijzigingen in de militiewetten, de invoeging van nieuwe bepalingen, de intrekking van vroegere bepalingen, is de wetstekst in deze zeer duister geworden en is de samenordening daarvan voortaan zoo goed als onmogelijk.

De verspreide teksten zijn onverstaanbaar voor de oningewijden en dit is een der oorzaken van de talrijke missingen, welke door de militierechts-machten werden bedreven.

Bij de eerste gelegenheid dient een nieuwe volledige tekst aan de Kamer te worden voorgelegd, ten einde de huidige bezwaren te verhelpen, welke zeer ernstig zijn.

Eenparig werd het verslag goedgekeurd.

De Verslaggever,
DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

